

## Comment la République a elle-même évolué dans son rapport aux valeurs issues de la révolution française ?

## Comment doit-elle évoluer pour permettre un équilibre entre ses valeurs de liberté, d'égalité et de fraternité ?

**Antoine Arjakovsky** a rappelé qu'était attendue de chacun une participation active sur le thème traité par ce séminaire qui est inondé d'informations de plus en plus dramatiques. Il est nécessaire de partager les analyses et de proposer des solutions. Il a invité les participants à faire des propositions notamment en vue du colloque de 2017 et a indiqué qu'une séance serait consacrée à l'élaboration de positions consensuelles qui puissent être présentées à un plus large auditoire. Il a, par ailleurs, rappelé l'organisation par le Collège des Bernardins de plusieurs colloques : le colloque sur la transmission du religieux en Méditerranée : un défi partagé, le 8 avril, le colloque sur le récit européen, les 20 et 21 mai, le colloque sur les populismes, les 3 et 4 juin. Il a également indiqué que le Secrétariat général de l'enseignement catholique a décidé d'associer les recherches de ce séminaire à ses propres priorités et qu'en novembre 2016 serait organisée une session commune avec les enseignants.

Il a accueilli les deux intervenants, Bernard Bourdin et Antoine Garapon.

**Bernard Bourdin**, philosophe politique et directeur du 3<sup>è</sup> cycle, coordinateur de la recherche à la faculté des sciences sociales de l'ICP de Paris.

### Les fondamentalismes religieux : miroir inversé des fondements de la modernité

### Fondamentalismes religieux, fondamentalisme moderne contemporain : le miroir inversé d'un même paradigme post-historique ?

Le « retour » politique de la religion en Occident n'est pas en réalité un retour à la situation antérieure, celle où la religion en Occident déterminait la condition politique.

Elle est le retour de ces deux questions refoulées, particulièrement nette en Europe, celui du sens de l'appartenance collective des individus (Etat-Nation), et celui qui lui est corrélatif, le rapport des Européens (et plus largement des Occidentaux) à leur histoire, autrement dit, leur conscience collective d'une « communauté de destin ». Le discours ultra-contemporain sur les droits de l'homme, sur la laïcité et les valeurs (ou la laïcité comme « valeur » et non comme « principe »), est symptomatique de sociétés qui ont perdu cette conscience collective d'elle-même par une identification totale entre « progrès » et « émancipation illimitée de l'individu <sup>1</sup> ».

C'est dans ce contexte nouveau que le retour politique de la religion, par la voie « identitaire » des fondamentalismes ou des intégrismes, se manifeste. Islam, judaïsme et christianisme (pour ne citer que les religions monothéistes) viennent rappeler à l'Occident que l'Homme ne vit pas que de « droits » individuels (ou de valeurs) mais d'appartenance collective politique et de l'identification à un récit historique. Dès lors, contrer les fondamentalismes, traditionalismes, intégrismes, par le discours incantatoire des droits de l'homme et des valeurs, revient à survaloriser l'absolutisation d'un présent individualiste (qui se confond avec du « moderne »), et par là-même à renforcer le déni d'histoire, et ce faisant à réactiver des postures identitaires closes, miroir inversé du déni d'histoire par le fantasme de l'origine. C'est le même schème qui est à l'œuvre, soit sur le mode dit « moderne », soit sur le mode « nostalgique », l'un survalorisant « l'individu émancipé », l'autre en appelant à l'appartenance « communautaire ». L'oscillation d'origine moderne entre « individu » et « appartenance collective », entre affranchissement des autorités du passé et besoin d'histoire, s'est « radicalisée ». Cette radicalisation révèle (ou se révèle par) une impuissance du politique à fédérer les individus par la généralité de l'être-ensemble. Les droits de l'homme (sans le citoyen) et les « valeurs » expriment cette impuissance de démocraties qui confondent l'autonomie moderne (classique) avec l'auto-fondation illimitée d'un individu (qui ne fait pas un sujet) post-historique sans limite spatio-temporelle<sup>2</sup>, pourtant condition indispensable d'une symbolisation du réel.

En ce sens, le retour politique de la religion, sur le registre fondamentaliste ou intégriste, témoigne paradoxalement du paradigme ultra-contemporain d'un individu crispé sur ses droits et son « présent » et en même temps à la recherche d'un fondement transcendant à son existence. Le retour politique de la religion, notamment dans sa version violente, est l'expression pathologique de cette désorientation historique. Le déploiement de ses affects collectifs posent la question du « d'où venons-nous ? » et « où voulons-nous aller ? ». La « réponse » par un fantasme des origines est évidemment dangereuse mais sa dangerosité nous renseigne sur une vérité métaphysique et anthropologique dont sont porteuses les religions, celle, ni plus ni moins du besoin de « sens ».

Le paradigme fondamentaliste ultra-contemporain pose dès lors un nouveau problème théologico-politique révélateur d'un nihilisme de type nouveau, négateur de l'épaisseur et de la relativité du réel et parallèlement à cette négation, celle de l'altérité. La force des religions est qu'elles se trouvent au cœur de ces questions, pour le meilleur et pour le pire.

---

<sup>1</sup> Voir Pierre Manent, *Situation de la France*, Perpignan, Desclée de Brouwer, 2015.

<sup>2</sup> Les réseaux sociaux sont symptomatiques de cette absence de limite spatio-temporelle. Ils président en ce sens à un individualisme radical.

Face à ce dilemme ultra-contemporain de nos sociétés autonomes-sorties de la religion, la meilleure des réponses au défi des fondamentalismes religieux et éthico-séculiers est à chercher du côté d'un discours théologique<sup>3</sup>, non exclusif car assumant pleinement la rupture moderne de la sortie de la religion, tout en faisant valoir en quoi la spécificité de sa rationalité (agir rationnel humain et adhésion à une Révélation) dispose d'une originalité certaine, en raison de son appareil symbolique doctrinal, sacramentel et éthique. Cette originalité permet de penser les paradoxes du réel (autorité/liberté, droit/loi), temps de l'histoire (relativité/transcendance), espace (particulier/universel<sup>4</sup>), autant de limites constitutives de l'altérité du réel, en d'autres termes de la question de ce qui donne sens à un « fondement ». Le meilleur adversaire de ce nouveau problème théologico-politique réside paradoxalement dans une solution théologico-politique que seules les religions concernées peuvent résoudre.

**Antoine Garapon**, magistrat, docteur en droit, secrétaire général de l'Institut des hautes études sur la Justice.

### **N'ajoutons pas de fondamentalisme aux fondamentalismes**

La montée des fondamentalismes est suffisamment inquiétante en soi pour que nous n'ajoutions pas de fondamentalisme aux fondamentalismes. C'est pourtant malheureusement ce que nous constatons sur deux sujets qui agitent aujourd'hui notre pays et qui ne sont pas sans liens entre eux : le terrorisme et la diversité culturelle. Quelle surprise d'entendre des responsables politiques d'envergure nationale revendiquer l'emprisonnement pour des gens qui n'ont encore rien fait. Ce qu'ont en effet en commun des slogans comme « il faut terroriser les terroristes » ou « répondons aux discriminations par un antiracisme radical », c'est de prétendre retourner le stigmate ou renverser la peur mais sans se détacher d'eux. Une autre voie de ce contre-radicalisme radical consiste à épouser sans états d'âme une rhétorique guerrière, à « nommer l'ennemi » et prôner une suspension du droit pour la combattre avec des moyens efficaces. Ces prétendues réponses aux fondamentalismes risquent de nous entraîner dans un mimétisme propre à la violence qui finit par nous faire rejoindre les positions que l'on voulait combattre.

Comment sortir de cette dangereuse course vers le bas ? En se souvenant tout d'abord que ce qui distingue les sociétés démocratiques des autres c'est qu'elles reposent non pas sur une identité ethno-religieuse mais sur le « lieu vide de la foi » selon l'expression de Claude Lefort. La politique ne consiste pas en l'affrontement d'identités irréductibles les unes aux autres, sauf dans les périodes totalitaires où ces principes se corrompent. En démocratie, la coexistence d'identités différentes ne peut se réaliser que sous des principes communs partagés. Autant l'affirmation intransigeante d'une victimité irréductible est mortifère, autant la dénonciation de discriminations est nécessaire car elle nous fait passer du registre du narratif à celui de l'argumentatif.

L'antidote aux fondamentalismes ne réside donc pas dans une duplication des identités, comme s'il existait quelque chose comme une « identité démocratique » incompatible avec des religions notamment l'islam, mais dans la soumission permanente de la réalité de notre situation à un examen critique.

---

<sup>3</sup> Je m'en tiens en l'occurrence à la théologie chrétienne.

<sup>4</sup> Voir Jean-Baptiste Noé, *Géopolitique du Vatican, La puissance de l'influence*, Paris, Puf, 2015.

Le problème se pose lorsque le fondamentalisme se nourrit des ressentiments engendrés par l'histoire, comme la colonisation ou la guerre d'Algérie. La seule lutte contre les discriminations ne suffit plus et il faut néanmoins les dépasser. Comment se sortir de tels préjugés ? Par des réparations ? Mais l'argent n'y suffit pas. Par des procès ? Mais les auteurs sont morts. En accrochant l'histoire au marché en quelque sorte en affectant la réputation des entreprises dans nos actes d'achat par une politisation de la consommation ? Ces voies ont été explorées ces dernières années mais sans grand succès. L'enjeu est de sortir de l'irréparable.

Ce n'est donc pas en congédiant la justice réservée aux belles âmes, en mettant fin à un angélisme exaspérant et suicidaire que l'on vaincra les fondamentalismes mais au contraire en réintroduisant la justice au centre de nos débats. Sous quelle forme ? Nous optons pour une justice reconstructive inspirée par les travaux de Jean-Marc Ferry, c'est-à-dire par une dynamique de transformation du négatif en positif, par la mise en scène d'une reconnaissance mutuelle qui offre un avenir commun contre la reconnaissance d'un passé cruel. Nous avons su le faire pour l'Europe et pour Vichy, reste à le faire pour les épisodes de l'histoire qui continuent de peser sur notre présent. Non par une repentance stérile qui n'en est qu'un des moments possibles mais par une reconnaissance qui soit réellement réciproque. Non pour se libérer de l'histoire mais pour la continuer au contraire dans un espace qui nous est propre et qui lie notre sort à celui de nos voisins proches (jamais l'orient n'a été aussi proche de nous). Le migrant comme le terroriste sont des figures de nos propres questions. Ce n'est pas en nous précipitant dans une radicalité qui finira par nous dévorer que nous répondrons à ces questions mais, au contraire, en réactivant les principes qui nous permettent de les représenter.

## **Débats**

**JFB** a relevé le grand danger que constitue l'affirmation selon laquelle les français auraient beaucoup de reproches à se faire. Dans son entreprise les collaborateurs immigrés d'origine arabo musulmane lui ont dit qu'ils n'ont pas été exclus et qu'ils n'ont pas de reproches à faire à la France ; certains ont même dit leur reconnaissance à la France. La position qui consiste à dire que nous avons beaucoup de reproches à nous faire est donc très dangereuse. Il a également estimé que notre grande faiblesse a été de ne pas avoir été capable d'enseigner la France, ses traditions, son ouverture, sa capacité d'accueil exceptionnelle. La reconstruction il ne faut pas la chercher du côté de la victimisation mais sur la manière de construire avec les populations immigrées un nouveau roman national, ce qui, selon son expérience personnelle, est possible.

**XX** a appuyé les observations faites par JFB et estimé qu'il serait très dangereux de se lancer dans un examen victimaire. La voie d'une réconciliation va dans le sens inverse. Il faut regarder ensemble vers l'avenir et pas se retourner vers le passé.

**JD** concernant la première intervention a souligné l'importance du rôle joué par Hobbes, généralement considéré comme un conservateur, en rappelant combien Rousseau a été tributaire de Hobbes et qu'un autre de ses héritiers a été Adam Smith.

Il a relevé que l'intervenant n'avait pas prononcé le mot « littéralisme » et s'est interrogé sur le fait que dans les phénomènes fondamentalistes il y aurait un attachement à la lettre du texte et donc un rejet de l'esprit critique. La thèse développée par l'intervenant constitue une image inversée de la modernité ce qui lui paraît appuyer la thèse d'Olivier Roy, l'islamisation du radicalisme et non pas l'inverse. Il a posé la question de savoir dans quelle mesure le radicalisme, l'intégrisme sont le produit des frustrations engendrées par la modernité tout en relevant qu'il y avait peut-être dans ces phénomènes des éléments inhérents à l'islam.

**LC** concernant la seconde intervention a fait remarquer que lorsqu'on est sur le terrain on voit les choses autrement c'est-à-dire de façon très concrète et très simpliste et formulé trois observations. La première concerne le livre d'Edgard Morin « Le ghetto français » qui dit notre manière de fonctionner dans les banlieues où l'argent de la politique de la ville est dépensé et que tant que les infrastructures humaine et sociale que nous avons constitué ne changeront pas rien ne changera. Par ailleurs, politiquement depuis des années on apprend aux français à se diviser et finalement on se rassemble comme on se rassemble et on se divise et on reste éloigné. Enfin, concernant la République et l'islam, a été relevé que l'islam traite de l'immanence et de la transcendance et que la République traite de l'immanence et laisse un vide. Si on ne remplit pas ce vide ou si on ne le remplit que par rapport au religieux on laissera des exclus. Elle a dit rejoindre les propositions d'humanisme faites par l'intervenant. L'humanisme c'est, en effet, ce qui nous rassemble au delà de nos différences mais c'est très simpliste, ce n'est pas intellectuel. L'intervenant y croit-il ?

**ML** a relevé que concernant la laïcité une question se pose, celle de la laïcité de l'Etat par rapport au religieux. Si au niveau des valeurs il n'y a pas de problème, il en va différemment au niveau des pratiques ce qui fait que des problèmes concrets sont posés, celui du voile mais aussi celui de la façon de soigner les femmes, celui du refus de serrer la main. Comment faire ?

**JH** a relevé avec intérêt le décalage entre les deux interventions. La première est européen centrée puisque c'est le récit de l'évolution des rapports entre la religion et la politique et le retour du religieux. La seconde est islamo centrée. Il n'est pas convaincu que l'on puisse faire une analyse comparative des trois fondamentalismes du christianisme, du judaïsme et de l'islam avec les mêmes méthodes, les mêmes paramètres, les mêmes ressources. La raison en est simple : dans l'islam on est dans une coproduction alors que dans le christianisme on est dans la production, on est responsable de ce qui se passe. Il a fait observer concernant le fondamentalisme islamique qui se produit chez nous qu'on est corolairement atteint. Il est convaincu qu'il y a une radicalité propre à l'islam depuis les origines qui a facilité l'islamisation de la radicalité. L'écart entre Gilles Kepel et Olivier Roy n'est pas fondamental mais fondamentalement il y a cette dialectique des deux éléments et la complexité de notre fondamentalisme islamique en Europe est qu'il est le produit de ce que nous sommes et le produit de l'histoire de l'islam. Cette coproduction conduit à un traitement qui ne peut être de même nature que l'analyse des fondamentalismes chrétien et juif.

**FLL** a été frappé dans les deux exposés par l'imprégnation de la pensée moderne constructiviste qui fait de la société politique un produit voulu par la société et dans laquelle la société va se fondre.

Dès lors, il comprend que les miroirs inversés de Bernard Bourdin vont se refléter à l'infini de façon intraitable et que nous sommes alors dans une impasse. Il a appuyé la proposition faite par le second intervenant lorsqu'il a ouvert une fenêtre dans ces miroirs et dit rentrons dans le réel de la société. On ne conçoit pas dans notre pays qu'un quelconque mouvement ne soit pas récupéré par la politique, qu'on puisse faire quelque chose en dehors du politique. Notre façon de poser le problème n'est-elle pas fautive et condamnée à l'échec ? Nous n'arrivons pas à sortir de la pensée moderne qui nous conduit à une impasse. Comment mettre de côté ce qui s'est écrit depuis Descartes, Hobbes et Rousseau pour construire une vraie pensée politique qui soit une pensée de la société, de la relation politique qui nous permette de faire quelque chose et pas forcément sous l'égide de l'Etat.

**AA** a demandé aux intervenants s'ils se reconnaissent dans le fait que leurs propos aient comme point commun une certaine vision personnaliste. Cela est important car il s'agit aujourd'hui de trouver une approche commune fondée sur un horizon métaphysique commun. Cet horizon pourrait-il être le personnalisme ? Le premier intervenant a parlé de la question de la souveraineté de l'individu pensée par Hobbes. Cette souveraineté est-elle théologiquement fondée par rapport à ce l'on sait aujourd'hui de la théologie chrétienne d'un Dieu qui n'est pas simplement souverain mais aussi relation ? Faut-il aujourd'hui repenser ce rapport hétéronomie/autonomie à partir d'une vision renouvelée d'une souveraineté relationnelle et de quelle manière ? Après avoir relevé que Jean-Marc Ferry cherche à penser cette dimension relationnelle, il a demandé au second intervenant si ce n'est pas par rapport à cette approche personnaliste que l'on peut essayer de repenser la relation entre liberté, égalité et fraternité. Comment repenser le personnalisme pour permettre de dépasser le seul concept d'individu et une société qui ne soit pas le pur contrat.

**Bernard Bourdin** a partagé l'analyse selon laquelle la filiation Hobbes-Smith est plus originale et que Rousseau évidemment critique Hobbes tout en relevant qu'il y a une logique incorporatrice, un fil continu lié à la théorie de contrat.

Il a partagé l'idée selon laquelle littéralisme et fondamentalisme sont liés puisque dans le fondamentalisme il y a l'idée que le fondement premier est lié à la lettre mais dans la fidélité. Le littéralisme peut conduire à des postures où il n'y a pas d'altérité entre le texte et la raison, ce qui peut générer de l'intolérance avec un monopole du sens et de l'altérité.

Il a estimé que les termes islamisation de la radicalité sont peut-être plus justes que les termes radicalisation de l'islam car c'est la religion qui est la plus exposée par rapport à ce problème. Il y a une coproduction explosive car il y a d'un côté les maladies de l'islam qui sont inhérentes à l'islam mais quand cela se passe en occident cela se passe dans des sociétés qui sont devenues post historiques et qui croient trop dans l'individu et n'arrivent plus à penser le collectif, ce qui génère des effets redoutables. Nous sommes nous les européens les premiers responsables. Nous n'avons pas d'exigences fortes pour nous-mêmes et nous n'en aurons pas pour ceux que nous accueillons et cela a un coût. On ne leur donne par la chance de devenir des nôtres.

La modernité s'est faite par le constructivisme, ce qui conduit à un besoin de retrouver de la légitimité par en haut. La France s'est faite comme cela. La laïcité française ne s'explique pas sans l'histoire gallicane.

Il faut quelque chose qui ne soit pas simplement du construit. On en est sorti de cette période mais passivement. La question qui demeure c'est de passer à la phase suivante en dépassant ce registre, en étant capable d'avoir une construction relationnelle.

La théologie chez Hobbes rentre dans la souveraineté même s'il y a une dimension relationnelle avec un fort concept de personne mais ce n'est pas le même concept de personne. Ses successeurs le critiquent mais ils l'ont lu et en dépendent. Ses règles de grammaire c'est l'artificialisme. Dès l'instant où on est sorti d'Aristote on nait plus politique on le devient. La modernité s'est faite comme cela et cela explique le besoin de trouver une légitimité par le haut. La France s'est faite de cette manière et la laïcité française s'est faite par l'histoire gallicane.

Le problème avec le personnalisme c'est qu'il y a des personnalismes. La personne est un serpent de mer très mobile. La difficulté c'est de savoir comment repenser la personne en dépassant le seul concept d'individu et construire une société qui ne soit plus du pur contrat ce qui pose des questions sur les fondements des droits de l'Homme, un énorme sujet.

On ne peut vivre sans histoire, on a un récit sinon il faut le réinventer. La coproduction islamo-occident c'est qu'on fait vivre les musulmans dans des sociétés qui sont dans un déni du réel. Il faut repenser le politique en le réarimant à l'histoire, à une histoire dialectisée. Nous sommes des communautés dans l'histoire.

**Antoine Garapon** a considéré qu'il serait nécessaire d'avoir des instruments de mesure scientifique pour savoir de quoi on parle. Il a été frappé dans sa fréquentation avec des djihadistes par le fait qu'ils sont très républicains. A la prison de Fresnes, en dehors des djihadistes de façade qui cachent ainsi des problèmes personnels, les personnes emprisonnées n'ont pas de problèmes avec les femmes, avec l'autorité. Il ne faut pas s'auto culpabiliser. Il vaut mieux connaître la réalité et plus on la connaît mieux on pourra raisonner sainement pour savoir où on en est. En réalité, une grande partie de l'immigration a été réussie et il faudrait le dire. Il y a eu plus de succès que d'échecs. Il faut réécrire un roman national et lancer une machine de reconnaissance mutuelle. Il s'est dit réticent du côté de ce qui est propre à l'islam tout en soulignant qu'il ne faut pas essentialiser mais avoir confiance. La force du politique c'est que rien n'est intraitable si l'on veut s'en donner les moyens.

Il y a un problème avec les prisons mais on en parle mal. Les politiques qui vont dans le sens du durcissement ne sont plus acceptées, à juste titre. Instituer un *numerus clausus* dans les prisons aurait des effets positifs car cela permettrait de faire du bon travail avec ceux qui sont emprisonnés. Il attend cependant qu'un homme politique ait le courage de le dire. Plus on met des personnes en prison, plus on crée du radicalisme. Certes cela sera compliqué à mettre en place et à gérer mais il y a des périls plus graves notamment le fait qu'il y ait des djihadistes qui reviennent faire le djihad en France.

Il a partagé l'analyse selon laquelle un des problèmes de la France est que l'on n'arrive pas à se penser en dehors de l'Etat et l'Etat en matière de politique de la ville a fait une politique de saupoudrage.

Il s'est dit favorable à la construction d'une société civile qui ne consiste pas simplement en une déconcentration des services publics ou des animations culturelles, mesures qui n'ont aucun impact réel même s'il est conscient qu'un tel projet ne résoudra pas tous les problèmes. A cet égard, il a fait observer que le débat aux Etats-Unis est consternant et qu'on y constate actuellement une surprenante dégradation de la société civile.

Il faut en France réinventer un récit national et on peut le faire si on regarde le problème en face avec un esprit positif et si on s'en donne les moyens. Le modèle républicain à la française doit être réinventé car il ne fonctionne plus. La solution ne peut être un libéralisme effréné qui s'en remettrait à l'entreprise. Le personnalisme ne se comprend pas si on ne comprend pas le débat qui a eu lieu dans les années 1930. Il faut sortir de l'alternative entre capitalisme et personnalisme. Nous devons réanimer une société civique en France.